

TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

**A
L
G
E
R
I
E
N
N
E**

■ LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

■ LA CONSTITUANTE SOVERAINE

- SOMMAIRE -

-EDITORIAL.....	p 1
-LES DOCKERS D'ALGER* Nous voulons un vote secret, des candidatures libres et un dépouillement public.....	p 6
-Le COMBAT DES FEMMES : Lettre d'une travailleuse.....	p 8
-POUR UN SYNDICAT ETUDIANT INDEPENDANT ET DEMOCRATIQUE.....	p 9
-CONTRE LES BRIMADES.... Un jeune soldat écrit à TRIBUNE.....	p 12
-IRAN-PEROU : Le combat pour la CONSTITUANTE SOVERAINE.....	p 14

4^f

CORRESP^{CE} SELIO

87, rue du Faubourg S^t Denis 75010 Paris

N° 19 - MARS 1979

- CONTRE LE REGIME DE L'ARBITRAIRE !

- LE COMBAT DES MASSES POUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE !

Tribune algérienne numéro 3 de juin 1975 titrait : "Accord Iran-Irak : Un crime contre le peuple kurde " En effet, les faits sont têtus : il faut les rappeler, le 6 Mars 1975, l'accord d'Alger orchestré par Boumedienne, reconcilie le chah d'Iran et les dirigeants de Bagdad. Sous les applaudissements des chefs d'Etats africains, sous les flashes des photographes, sous les caméras de la télévision algérienne, embrassades, accolades et poignets de mains accompagnent ce sinistre accord, entre le chah d'Iran, Saddam Hussein d'Irak, Boumedienne et Bouteflika. Boumedienne, heureux pensait sceller pour longtemps et le raffermissement du pouvoir sanguinaire du chah, comme celui d'El-Bakr, Saddam Hussein d'Irak et l'écrasement définitif du peuple kurde.

Ecartelé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'URSS, la nation kurde qui n'a jamais pu réaliser son unité nationale allait subir une fois encore un nouveau massacre.

En 1979, en Iran après un an et demi de manifestations gigantesques et d'une insurrection généralisée, le peuple iranien, les masses ouvrières, jeunes paysannes, chassent le chah, balayent la monarchie, démantèlent un par un les organes de l'Etat oppresseur et répressif. C'est la révolution qui s'avance.

Aujourd'hui les comités de grève, les comités populaires de quartier, les conseils élus, les responsables élus par les soldats et les sous-officiers, les masses armées, s'organisent pour définitivement liquider les instruments de leur propre oppression; liquider et assainir tous ceux qui ont été les piliers, les agents ou les complices de la dictature.

L'Indépendance du pays par rapport à l'impérialisme, l'indépendance des peuples écrasés par la monarchie, en premier lieu l'unité et l'indépendance du peuple kurde sont les éléments de cette révolution en marche.

Ce sont ces accords de Téhéran, Yalta et Potsdam signés par Roosevelt, Staline, et Churchill, préservant l'ordre mondial impérialiste, qui craque aujourd'hui. L'onde de choc qui a surgit à Téhéran atteindra tous les continents. C'est une certitude !

En 1979, en Algérie, moins de quatre ans après ce sinistre accord disparaît le colonel président, chef de l'armée et des polices, Boumedienne, clef de voûte du système militaire-policière, et bonapartiste, mis en place et sans cesse perfectionné depuis le coup d'Etat du 19 Juin 1965. Mais le mouvement des masses qui s'est développé depuis 1976, les grèves généralisées et successives de Mai à septembre 1977, celles des dockers, des communaux, des sidérurgistes, des cheminots, des travailleurs de la SNTV (transport des voyageurs), des cheminots et de la RSTA à Alger ont ébranlé le régime de Boumedienne.

Ce mouvement qui a duré plusieurs mois, paralysant littéralement l'activité du pays s'est affermi en 1978.

L'opposition de plus en plus grande des masses prend des formes spectaculaires; manifestations de jeunes à Belcourt, de ménagères à Skikda, à Oran, inscriptions murales : " A bas Boumedienne " pour la démocratie", grève des petits commerçants, des boulangers et au mois d'Août, grève des ouvriers de la Sonacome de Constantine

qui expulsent et le directeur et les agents de l'Etat bourgeois à savoir le commissaire national du parti FLN et le Wali, balayent les membres de l'assemblée des travailleurs (ATE-ATU) organe corporatiste imposé par l'Etat avec l'aide des staliniens du PAGS. Ces mouvements font vaciller le régime de Boumedienne rongé déjà par les déchirements internes qui vont encore s'aggraver avec la maladie du réalisateur du coup d'Etat du 19 Juin 1965.

Les mensonges éhontés, la survie artificielle du colonel, la paralysie de l'appareil expriment le désarroi total de la clique dirigeante ; c'est dans cette situation que disparaît définitivement le colonel Boumedienne.

Malgré "l'élection" du colonel Chadli, vieux compagnon de route du défunt, tous les problèmes soulevés restent posés. Plus encore, les déchirements, les luttes de clans et de cliques, les affrontements, se multiplient approfondissant la crise au sein de l'appareil d'Etat, lui donnant une nouvelle impulsion, une nouvelle dimension.

L'intervention des masses, produit et composante de cette situation sera plus ample, plus décisive.

D'ailleurs les successeurs de Boumedienne, les hauts dignitaires de l'Etat bourgeois n'ont pas mis longtemps pour s'apercevoir de la combativité des masses.

Lors de l'enterrement de Boumedienne, les centaines de milliers d'hommes, de femmes et de jeunes qui ont déferlé dans les rues d'Alger qui ont balayé le service d'ordre policier, qui se sont affrontés à l'armée, ont littéralement saisi d'effroi et de peur la bourgeoisie débile algérienne et les plus hauts dignitaires du régime de l'arbitraire.

Les masses ont piétiné les voitures luxueuses des membres du gouvernement et du conseil de la révolution. L'intervention de l'armée et des moyens matériels anti-émeute, ont seuls permis au cortège officiel de se frayer un chemin et une allure folle, "brûler" les quartiers populaires de la place du 1er Mai, de Belcourt, du Ruisseau.

Cette apparition massive des masses, de la jeunesse est un avertissement d'une très grande importance pour le pouvoir, pour l'impérialisme, pour ceux qui veulent maintenir le statu quo.

Les appuis financiers massifs prodigués au régime des colonels, les commentaires officiels de tous les dirigeants bourgeois, des impérialistes, des féodaux et roitelets, laudatifs et chaleureux, le soutien médical extraordinaire, les télégrammes et délégations, expriment d'une façon nette l'intérêt qu'à l'impérialisme à la continuité, à la poursuite de la politique de Boumedienne ; il en est de même pour les bureaucraties du Kremlin et Pékin, pour le PCF qui écrit dans "l'humanité" : "il faut continuer Boumedienne", comme pour le PAGS qui a pleuré "le militant Boumedienne".

Mais le peuple travailleur qui lutte pour ses revendications, pour la satisfaction de ses besoins, pour ses aspirations sait que l'appareil d'Etat, la hiérarchie militaire sont du côté de l'impérialisme et de la réaction.

La voie qu'il s'est tracée est celle du combat pour l'Assemblée constituante souveraine, pour toutes les revendications démocratiques; pour la terre aux paysans, pour la rupture avec l'impérialisme, pour tous les droits et libertés.

Les comités pour la constituante souveraine, les comités pour les libertés démocratiques, qui se sont organisés, le combat entamé pour un syndicat étudiant indépendant et démocratique confirment concrètement ce mouvement.

Les comités de grève élus démocratiquement, l'expulsion des "assemblées de travailleurs" (ATE et de l'ATU) organes de la GSE (charte corporatiste), le renvoi des dirigeants syndicaux courroie de transmission de la politique du régime, tracent la voie du combat pour la construction de l'organisation syndicale indépendante de la classe ouvrière.

L'opposition des paysans aux circuits policiers imposés par l'Etat leur opposition à l'UNPA, l'organisation du pouvoir des colonels, c'est le début du combat des paysans et la défense de leurs intérêts.

Le libre retour des exilés politiques comme la libération de tous les emprisonnés politiques font partie du combat pour la souveraineté populaire.

LE CONGRES DU F.L.N.

Du congrès du FLN, dont les masses qui en connaissent la nature bourgeoise, à travers leurs expériences, leurs combats, elles n'en attendaient rien. Appareil de l'Etat bourgeois, appareil du régime militaro-policié, il n'est que de voir la composition de ce congrès pour en être éclairé. Sur 3290 délégués, les 2/3 représentaient directement l'Etat (600 pour l'armée, les ambassadeurs, les ministres les secrétaires généraux de ministres, sûreté nationale, la police, la gendarmerie, les walis, les députés de l'APN, l'appareil central du FLN, tous les conseillers de Boumedienne les conseils islamiques, la sécurité militaire (dont le chef Kasdi Merbah a été élu au BP)

Tout ce parterre, dont l'unique accord est leur opposition aux revendications des masses, tout cet aéropage fondamentalement opposé au peuple algérien à sa jeunesse, avait pour obligation de désigner un chef.

Cependant, cela ne s'est pas fait sans heurts. Tout au contraire tout au long de ce congrès, les déchirements, les luttes de cliques et de clans, les menaces, les luttes entre les différentes maffias n'ont pas cessé, à tel point que le chef désigné par ce congrès en sort définitivement marqué. Le colonel Chadli, imposé par l'armée même affublé du titre de secrétaire général du FLN et de président de la république, n'est pas un second Boumedienne. D'autant plus que les affrontements les déchirements ont aiguë les contradictions, les oppositions. C'est littéralement un bonapartisme de crise, dans une situation sociale où la classe ouvrière, les masses travailleuses combattent. C'est un tournant politique qui s'amorce.

Les propositions d'amendement de la constitution, l'élection d'un comité central, la désignation d'un bureau politique, organe suprême, de 17 membres, comprenant les 8 du conseil de la révolution le chef de la sécurité militaire, et les caciques, les conseillers de Boumedienne expriment très clairement le partage relatif du pouvoir.

..//..

C'en est fini du Bonapartisme à la Boumedienne. Cependant, secrétaire général du FLN, chef d'Etat et coordonnateur de la défense nationale, le colonel Chadli pourrait être tenté à la moindre opposition sérieuse de ses pairs, d'agir seul, de mettre au pas ses coquins et de se hisser à la hauteur de son défunt collègue. Mais tous les problèmes restent posés.

Ce régime doit remettre en marche la machine économique, doit mettre en pratique les injonctions du FMI, doit imposer le statut du travailleur, doit développer la GSE corporatiste, doit répondre à la catastrophe économique, bander ses forces, mettre au pas toutes les classes, surexploiter la classe ouvrière.

C'est dans ce contexte qu'éclate, la grève des dockers d'Alger le 1er mars. Alors même que se réunissait le BP du FLN sous la présidence du nouveau chef d'Etat le colonel Chadli, que se préparait la réunion du CC du FLN pour avaliser les propositions faites par le BP : le partage des tâches au sein des membres du BP, la composition du gouvernement. Les travailleurs du port d'Alger se mettent en grève pour la satisfaction de revendications matérielles, salariales, démocratiques et syndicales.

Ce mouvement suivi par tous les dockers et employés du port a une importance capitale. Ils élisent leur comité de grève, qu'ils appellent le "comité provisoire" chassent l'assemblée des travailleurs de l'unité (ATU), se réunissent en assemblée générale.

Pour la réintégration de travailleurs licenciés ou suspendus, pour le maintien de la prime de l'ancienneté, pour l'augmentation des salaires, pour le reclassement, contre l'arbitraire et l'injustice, contre la corruption des PDG, contre la hausse du coût de la vie, pour des élections libres de représentants de travailleurs à vote secret, candidature libre et dépouillement public, pour la satisfaction immédiate de toutes les revendications, la grève est générale. Parce que les promesses faites par Boumedienne en 1977 n'ont jamais été tenues, les travailleurs dans l'Assemblée générale du 5 Mars tenue à la maison du peuple-maison des syndicats-ont exigés publiquement et massivement des garanties écrites et signées par les représentants du ministère des transports, du Wali d'Alger Oud Kablia, du secrétaire générale de l'UGTA DEMEME, du secrétaire national de la GSE, BOUDINA, des responsables syndicaux de la fédération des transports.

Ce fait est d'une importance capitale, les représentants de l'Etat, sa courroie de transmission l'appareil de l'UGTA, ont signé, ont été obligés de signer. Ce succès des travailleurs du port est à inscrire au compte de toute la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses laborieuses.

En même temps, il exprime l'initiative et la détermination de la classe ouvrière. Cela signifie que la classe ouvrière, le peuple n'attendent rien de ce "gouvernement", n'attendent rien du régime militaro-policier. Les dockers ont exigé impérativement, ils ont arraché des garanties signées. C'est un tournant au profit des masses tournant qui se confirmera inéluctablement.

CONGRES DU FLN -Comité central- Bureau politique ; Un appareil de combat dirigé contre les masses .

Sous la présidence du colonel Chadli, le 6 Mars, un jour après l'assemblée des dockers, le comité central du FLN se réunit, approuve la répartition des tâches entre les membres du Bureau politique et prend connaissance du nouveau gouvernement. Ce gouvernement est un gouvernement de guerre civile contre le peuple travailleur.

.../...

Le colonel Chadli, président de la république, secrétaire général du FLN, président de la commission de la défense nationale et de la sécurité, de la commission des cadres, a déclaré " il faut appliquer les plans de développement" il faut "moins parler et plus travailler", " je veillerai à la bonne marche du travail dans tous les domaines et à la stricte application des lois" .

En effet on ne peut être plus claire. Il faut appliquer la loi de ce régime, il faut imposer tous les plans d'agression contre les masses la GSE, le statut du travailleur, la liquidation de la sécurité sociale, la liquidation de la médecine, de l'école . C'est la politique de ce régime .

C'est dans ce contexte, où la classe ouvrière combat avec acharnement les plans de l'Etat bourgeois qu'un tapage quotidien est fait par le pouvoir, par les dirigeants de l'UGTA, par les dirigeants du PAGS (ex: PCA) sur la "productivité", "labataille de la production" .

Les conférences, les tables rondes, les interviews, que publient à longueur de journée les masses média du régime des colonels n'ont qu'un seul et même but assujettir la classe ouvrière, la faire participer à sa propre exploitation, la subordonner aux intérêts de la bourgeoisie, aux intérêts des colonels, en définitive, à ceux de l'impérialisme .

Mais la réponse des travailleurs de la métallurgie, de la SONACOME, de l'Enseignement supérieur, comme celle des travailleurs du port est : Il faut chasser les ATU, les ATE, il faut construire une UGTA indépendante

- Il faut arracher les revendications.

Mais les masses travailleuses, paysannes, jeunes, fortes de leurs combats riches de leurs expériences, exigent la satisfaction de leurs revendications matérielles, sociales et donc politiques.

Elles exigent les libertés, les droits, elles exigent leurs propres organisations, elles s'engagent dans la voie du combat pour la constituante souveraine .

Dans ce combat et pour ce combat, depuis 1974, le journal, Tribune Algérienne, pour la constituante souveraine et les revendications démocratiques, impulsé par le Comité de Liaison des Trotskyistes algériens, a tenu, tient et tiendra toute sa place .

Dans ce journal s'expriment les militants anti-impérialistes, les combattants pour les libertés démocratiques, les militants ouvriers, en définitive ceux qui expriment les réelles aspirations des masses populaires, qui veulent décider de leur propre destin, de leur propre avenir .

- Pour le pain, la terre et la liberté.

- Pour l'indépendance de l'UGTA par rapport à l'Etat et au parti

- Pour la construction de l'Union des Etudiants algériens indépendante et démocratique

- Pour toutes les libertés démocratiques

- Pour la laïcité de l'Etat

- Pour la libération de tous les détenus politiques

- Pour le libre retour de tous les exilés politiques

-- Pour la CONSTITUANTE SOUVERAINE .

LES DOCKERS D'ALGER : " NOUS VOULONS UN VOTE SECRET,
DES CANDIDATURES LIBRES ET UN DEPOUILLEMENT PUBLIC " .

--oOo--

Alors que le Gouvernement laborieusement et nouvellement mis en place s'apprête à frapper, à mettre au pas la classe ouvrière, la jeunesse et la paysannerie pauvre, s'apprête à appliquer ses plans meurtriers dictés par l'impérialisme et le FMI, la classe ouvrière algérienne par la voix des travailleurs des ports et docks se mobilise par la grève pour arracher ses revendications pour s'organiser de façon indépendante .

En mai 1977, les dockers du port d'Alger, se mettaient en grève expulsaient de leurs AG les représentants de l'appareil d'Etat (Nali..) élisaient leur comité de grève, s'affrontaient violemment avec la police .

Février 1979 , le colonel Chadly remplace Boumediène à la tête de l'Etat, du gouvernement et du FLN . Chadly reprend, contre la classe ouvrière les mêmes armes que le défunt colonel , remise en route du statut du travailleur qui augmente la durée du travail, retire les avantages a qui interdit la grève etc... ; renforcement de la gestion socialiste des entreprises (GSE) institution corporatiste, mis en place par le régime et soutenue (ils sont responsables de son application au niveau de l'UGTA) par les staliniens du PAGES .

Avant d'entamer la grève, les travailleurs du port tentent de régler par de multiples négociations, avec la direction du port, puis avec le ministère , les problèmes laissés en suspens après la grève de 1977 : statut, horaires, primes , ect... c'est une fin de non recevoir .

Premier mars , ils se mettent en grève, élisent leur comité, chassent les représentants de l'ATU (Assemblée des travailleurs de l'Unité structure de base de la GSE qui "rassemble" les " travailleurs" et les patrons !) .

TOUS SERONT LA CIBLE CENTRALE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES TRAVAILLEURS.

- La direction du port " ce sont des bureaucrates corrompus qui s'en mettent plein les poches...puis quittent leur poste." Que ces gens-là soient jugés s'il y a une justice et le socialisme dans ce pays! "

- Les représentants du ministère et leur statut du travailleurs :
" Ils nous ont forcés à nous mettre en grève ! (la grève est interdite)

- Les représentants de l'ATE : " l'ATE ne nous représente pas, ne nous défend pas...nous voulons des représentants élus, des candidatures libres, un vote à bulletin secret, un dépouillement public ! nous exigeons de nouvelles élections avant le 10 mars ! "

- les responsables syndicaux (le secrétaire général de l'UGTA -DEMENE et le secrétaire de la Fédération) . " Nous exigeons qu'ils signent le procès-verbal de cette réunion...et le procès verbal de de cette réunion réunion.... et le procès verbal du conflit qui oppose à la direction ! Demene et le fédéral s'exécutent.

Les travailleurs qui ont fait ces interventions ont été acclamés par l'A.G. qui les a élus au "comité provisoire" . " Ceux " de ATE ne se sont pas présentés .

Les dockers ont imposé la grève, "déposé" les soi-disants représentants des travailleurs (les membres de l'ATE) ont élus leurs représentants, ont acculé les responsables de l'UGTA à signer le procès verbal de l'AG, à signer le cahier de revendications.

Ce mouvement, c'est l'expression concrète du combat des travailleurs algériens pour se doter d'une organisation syndicale indépendante par rapport à l'appareil d'Etat et au parti bourgeois FLN.

C'est le combat pour l'indépendance du prolétariat algérien tel que l'expriment les militants de Tribune à travers le mot d'ordre du congrès extraordinaire et démocratique de l'UGTA.

BRAHIM .

- Pour toute correspondance,

- Pour toute commande

TRIBUNE ALGERIENNE

87 Rue du Faubourg St Denis 75010 - PARIS

TRIBUNE N°19

LETTRE D'UNE FEMME TRAVAILLEUSE

La conférence nationale des femmes travailleuses va se tenir le 19 et 20 Mars 1979. Elle a été précédée de plusieurs rencontres préparatoires qui ont donné lieu à de multiples interventions et revendications de la part des travailleuses, revendications élémentaires syndicales, dans un cadre que l'on avait tenté de "régidifier" : celui de la discussion de la GSE dans les secteurs où elle est appliquée et de son éventuelle application dans d'autres.

Cependant les travailleurs ont largement débordé ce cadre et ont fait des différentes rencontres (qui se sont multipliées à une allure de trois par semaine pour Alger !) une véritable tribune où elles ont posé des problèmes non seulement de travailleurs mais aussi de citoyennes et de défense et de respect des droits les plus élémentaires. Au plan matériel signalons les revendications les plus remarquables.

-élaboration d'un budget familial type qui obligatoirement doit entraîner l'augmentation du salaire minimum jugé très nettement insuffisant considérant le coût de la vie. Les salaires doivent tenir compte de l'augmentation galopante du coût des denrées alimentaires notamment. Le scandale des loyers : chez les enseignants, quand ils arrivent après mille peines à décrocher un logement le loyer s'élève de 888 dinars à 1050 DA. Ce qui est inabordable.

Demandons que le loyer soit l'équivalent de 10% du traitement.

scandale des caisses de sécurité sociale : Les lois de finances passées ont permis au gouvernement d'effectuer des financements sur le dos de la sécurité sociale. Le ministère des finances ayant demandé récemment à ce que les fonds des caisses soient débloqués à son complet profit, les travailleuses ont réagi violemment en envoyant motions et délégations à la fédération syndicale de la santé, spécifiant que ces fonds devaient être utilisés au bénéfice des travailleurs eux-mêmes, par la construction des crèches, de centres de vacances en montagne pour les enfants, de centres pour handicapés, de centres d'accueil pour mères-célibataires etc...

Au plan de la défense élémentaire du citoyen, les travailleuses ont publiquement dénoncé à propos des établissements, hôtels ALTOUR - l'arbitraire policier, le chantage, l'encouragement à la délation, effectuées avec la complicité des services de police et de la gendarmerie.

Elles ont dénoncé l'attente aux libertés fondamentales constituées par la détention, l'emprisonnement de certaines travailleuses avec sévices physiques.

L'Assemblée générale du séminaire d'Alger a dénoncé les abus dont sont victimes les travailleurs d'une manière générale et a demandé le respect du droit des citoyens et l'exercice plein et entier du droit syndical.

CONFERENCE DES ETUDIANTS ALGERIENS IMMIGRES EN FRANCE

--0--

A la rentrée universitaire, les étudiants d'Alger ont fait reculer le pouvoir et ont obligé les autorités à revenir sur leur décision de supprimer les transports universitaires.

Le mouvement de protestation des étudiants, coordonné par les comités de grève des instituts et facultés, culmine avec la marche de deux mille étudiants vers et contre le ministère.

Passant outre les "recommandations" de l'UNJA qui proposait "d'organiser des délégations auprès des responsables progressistes", les étudiants d'Alger se sont organisés massivement et, par là même, ont imposé leur volonté. Dans ce mouvement, comme lors des grèves de sociologie, de psychologie et tout récemment à travers les comités de résidence à Ben-Aknoun, les étudiants ont affirmé leur volonté de s'organiser indépendamment du pouvoir et de l'organisation créée par décret l'UNJA.

Pour la satisfaction des revendications !

Pour le droit aux études !

Pour des conditions d'études décentes !

Contre la sélection !

Contre l'absence des droits et libertés fondamentaux (droits de réunion d'expression, d'organisation) !

C'est là le sens du combat des étudiants de l'UNJA chargée par le pouvoir d'embrigader la jeunesse et les étudiants.

C'est là le mouvement vers une organisation syndicale étudiante indépendante et démocratique.

C'est dans le cadre de ce mouvement que se situe l'initiative des étudiants algériens de Rouen appelant à une conférence des étudiants algériens immigrés en France. Les étudiants algériens de Rouen ont appelés les étudiants algériens à "préparer activement et ensemble cette conférence".

Déjà dans certaines villes de France, et plus particulièrement dans plusieurs universités de Paris, les étudiants algériens ont répondu à cet appel et fondé des "comités préparatoires" pour la conférence, tenu des Assemblées générales.

Les militants du Comité de liaison des trotskystes algériens (CLTA) sont au premier rang de ce combat.

Tribune algérienne, tribune libre pour les libertés démocratiques et l'Assemblée constituante souveraine s'est prononcée depuis longtemps pour une UGTA indépendante du pouvoir, pour un syndicat indépendant et démocratique c'est tout naturellement que Tribune contribuera à ce combat en le faisant connaître, en ouvrant ses colonnes à ceux qui luttent dans ce sens.

 DECLARATION D'ETUDIANTS
ALGERIENS DE ROUEN

- Pour un syndicat des étudiants algériens, Indépendant et démocratique !
- Pour une conférence nationale des étudiants algériens !

Nous, étudiants algériens de Rouen, nous nous sommes réunis et avons discuté largement de la situation politique dans notre pays et du développement des luttes des masses populaires, en particulier étudiantes.

Nous constatons :

- Que les grèves de Mai-juin 1977 furent le point culminant des luttes ouvrières amorcées par la grève de la R.S.T.A d'octobre 1972. Les pressions économiques de la part du régime sur les masses n'ont fait que généraliser et accélérer ces luttes qui ont atteint dans la dernière période les couches de la paysannerie et des petits commerçants.

Les étudiants sont loin d'être en reste, après les grèves de sociologie d'Alger de 1976, la grève de Psycho de 1977 dans la dernière période des luttes estudiantines atteignent les principales universités d'Algérie. Ce qu'avait laissé entrevoir la grève de Sociologie et de Psycho qui se sont organisées de manière indépendante et autonome des luttes estudiantines se sont affirmées.

Les grèves des différents instituts de la banlieue d'Alger, la marche des 2 000 étudiants devant et contre le Ministère de l'Education Nationale, le grand meeting du 17 décembre à la faculté centrale d'Alger sont autant de luttes et de moments affirmant l'indépendance des luttes estudiantines engagées sur leurs propres revendications. L'un des exemples le plus remarquable fut incontestablement celui de la cité des filles de Ben Aknoun. Celles-ci se sont réunies en Assemblée générale, ont élu leurs déléguées par étage et font fonctionner leur Comité de manière indépendante à l'égard de l'organisation du pouvoir et de l'U.N.J.A.

Une des manifestations de la remontée des luttes estudiantines est justement que celles-ci furent toutes dirigées contre l'U.N.J.A.

- Le développement des luttes des étudiants est en relation directe avec la situation propre des étudiants, en particulier les différentes attaques qu'ils subissent de la part du régime, au travers notamment des différentes réformes visant à sélectionner massivement, à obstruer les débouchés. De ce point de vue, ce n'est là que la manifestation à l'université de la politique générale du régime contre les masses populaires. Il n'y a pas de muraille de Chine entre l'université et le reste de la société. Les étudiants comme les autres couches de la population subissent de plus en plus difficilement :

- l'absence des droits et libertés fondamentales (de réunion, de manifestation, d'organisation),
- L'avenir bouché par la sélection et l'absence de débouchés,
- La misère grandissante et le développement extraordinaire du chômage,
- Tous les acquis reniés.

Constatant cela, nous disons : comme le démontre l'actuelle élection à la présidence, il n'y a rien à attendre de ce régime, TOUT DOIT ETRE ARRACHE .

.../...

..//..

Déjà les travailleurs, les jeunes, les étudiants, à chacune de leurs manifestations et luttes, le démontrent ; ils ne demandent pas au régime le droit de faire grève, ILS FONT GREVE. Ils ne demandent pas au régime le droit de s'organiser, ILS S'ORGANISENT.

Oui, effectivement pour la rupture de l'Algérie avec l'impérialisme pour que le peuple algérien accède à la souveraineté, pour la satisfaction de toutes les revendications du peuple travailleur, de la jeunesse et des masses pauvres, le régime actuel doit être mis à bas.

Déjà les travailleurs et les jeunes cherchent la voie pour en finir

Dans l'immigration, 42 étudiants algériens de Vincennes ont signé une pétition où il est dit : " nous sommes privés d'un syndicat indépendant depuis la dissolution, en 1971, de l'UNEA. La remontée des luttes estudiantines repose la perspective de construction d'un syndicat indépendant à l'égard de l'Etat, du parti unique et de l'UNJA, et démocratique".

ET parce que telle est l'aspiration profonde des étudiants, nous commençons à oeuvrer pratiquement à sa construction, ainsi que le déclarent 110 étudiants algériens de Vincennes dans une motion, adoptée le mardi 19 décembre 1978.

A leur appel, des Comités d'étudiants, pour les libertés démocratiques et un syndicat étudiant, se sont constitués à Lyon, Grenoble, comme ici même, à Rouen. D'autres sont en voie de constitution au Havre, Lille Metz. En Algérie même, ce mouvement est amorcé. Des comités se sont constitués à Oran, Constantine et la motion de Vincennes circule parmi les étudiants. Nous avons discuté de tout cela et nous estimons qu'aujourd'hui, il faut faire un pas de plus. Tirant le bilan des expériences passées, nous estimons nécessaire de nous coordonner en toute indépendance dans la richesse de la diversité des expériences pour oeuvrer en commun à la construction d'un syndicat étudiant indépendant et démocratique, qui sera l'oeuvre des étudiants eux-mêmes.

Pour cela, nous prenons l'initiative de convoquer une conférence d'étudiants algériens immigrés en France pour le 14-15-16 Avril à PARIS !

A cet effet, nous nous constituons en comité préparatoire de la conférence d'étudiants algériens immigrés en France, pour un syndicat étudiant indépendant et démocratique.

Nous appelons tous les comités existants à prendre contact avec nous, pour préparer activement et ensemble cette conférence.

Nous appelons tous les étudiants algériens en France à constituer, par université, des comités préparatoires de la conférence et à prendre contact avec nous dès leur constitution.

Nous décidons de diffuser largement cette déclaration, de la faire parvenir à tous les syndicats étudiants français et étrangers pour qu'ils nous aident dans sa diffusion, afin qu'elle soit connue largement par les étudiants algériens.

Nous décidons dans les 15 jours de rédiger un document préparatoire à la conférence.

Nous décidons d'éditer un bulletin pour la préparation de la conférence dans lequel tout étudiant pourra écrire en toute liberté.

Adresse provisoire : Conférence des étudiants algériens immigrés en France

Tél(16.1)374.12.50 p.378
de 14h30 à 18h
du Lundi au Vendredi.

Comité provisoire chez F.L.E
12 Rue de Tourelle
75012 PARIS

CONTRE LES BRIMADES, CONTRE LA REPRESSION, CONTRE L'ARBITRAIRE
UN JEUNE SOLDAT ECRIT A TRIBUNE ALGERIENNE

--000--

Je suis un jeune militaire, j'ai été appelé au service national (service militaire), je venais juste de terminer mes études.

Comme tous les jeunes, comme tous les étudiants, je pensais que notre armée, à ce que j'entendais à la radio et lisait sur les journaux est une armée où règne un minimum d'égalité, de respect du soldat, de fraternité. Je pensais apprendre quelque chose, ce fut l'abrutissement complet. Je peux vous assurer que j'ai découvert l'enfer, la barbarie et mes camarades et beaucoup de jeunes peuvent en témoigner. Je suis entré avec des sentiments très favorables, j'en suis écoeuré.

Les punitions les plus inhumaines, les coups avec les bâtons, avec les ceinturons à anneaux de fer, et sur toutes les parties du corps, particulièrement sur le crâne.

Ceux qui nous commandent n'ont que mépris pour nous, ils disent qu'ils ont pour mission de nous briser, d'extirper de notre tête toute opposition, ils veulent faire de nous une masse modelable à merci. C'est la torture.

Nous subissons particulièrement durant les premiers mois les corvées les plus inimaginables; tout est prétexte à suppression de sortie, après les 45 jours parce qu'avant il n'en est pas question.

Les insultes quotidiennes; des heures et des heures sous le soleil implacable de midi ! le crâne rasé.

Le lavage systématique de cerveau et cela ne concerne pas du tout seulement les étudiants, mais tous les jeunes algériens à ma connaissance. Ils nous pressent, ils nous menacent pour obliger certains d'entre nous à entrer dans la sécurité militaire.

Bien sûr, personne n'en parle publiquement, mais entre nous, entre jeunes, dans les familles nous en parlons, mais nous savons que ce régime est bâti sur la répression, sur le mensonge, sur les prisons.

Je n'oublie pas ceux qui au sein de l'université nous expliquent que le régime est progressiste, et qu'il construit même le socialisme ! c'est faux, archi-faux, ils ne font qu'essayer de tromper les jeunes, comme pour la réforme de l'enseignement, comme pour la révolution agraire.

J'ajoute qu'une fois et ce fait a de nombreux témoins, deux "grades" se sont mis contre un appelé et l'ont littéralement massacré; il a été emmené à l'hôpital tellement son état était alarmant. Je ne vous parle pas de l'alimentation, il faudrait dire de la sous-alimentation.

.../...

Je ne vous parle pas des soins inexistantes. J'ai eu un camarade qui n'a pas résisté, en plus il avait des problèmes familiaux et il a déserté. Repris par les gendarmes, il est passé au tribunal militaire et il va écopé de 18 mois de prison.

Ce qu'il a subi, ce qu'il subit est épouvantable. Je ne pense pas que nos parents ont combattu et lutté contre l'impérialisme français pour ce résultat, qui est contraire au droit, à la justice, à la démocratie, contraire à la vie d'un peuple.

J'ai lu Tribune Algérienne, ce qui est écrit est juste et je suis d'accord avec vous.

BON COURAGE.

IRAN : LA REVOLUTION EN MARCHE

L'Ordre de YALTA et de Potsdam a craqué l'IRAN , un des piliers de cet ordre mondial, s'est affaissé. En dépit du soutien , tant matériel qu'humain, des Etats bourgeois, bureaucratiques et contre révolutionnaires, le régime sanguinaire du CHAH s'est effondré. Ni Washington , ni Pékin, ni Moskou, ni Tokio, Ni Riad n'ont pu arrêter ce gigantesque mouvement des masses, contre la monarchie - Toutes les tentatives contre révolutionnaires ont échoué .

Dans son processus révolutionnaire mis en branle en janvier 1978 que nulle force contre révolutionnaire n'a pu arrêter, le peuple iranien, en deux historiques journées insurrectionnelles a balayé la monarchie .

↳ 'INSURRECTION

JEUDI 8 Février 1978 : Les soldats et les sous-officiers de Douchane-Tappeh (base aérienne, banlieue de Teheran) se joignent à la population qui manifeste, en masse, dans les rues de la capitale.

VENDREDI 9 Février 1978 : La garde impériale attaque cette base, foyer actif de la décomposition de l'armée

- les soldats de la base ouvrent les magasins d'armement et lancent un appel à la population
- La population dresse des barricades et encercle la base

SAMEDI 10 Février : - après un combat de toute une nuit la garde impériale, vaincue, se retire

- le matériel est distribué aux insurgés
- les soldats et les sous-officiers de l'armée de l'air s'organisent : élection de responsables pour organiser la distribution d'armes et la lutte .
- dans la matinée , les quartiers Sud, la capitale sont entre les mains de l'insurrection.

- 14h : BAKHTIAR décrète le couvre feu et la loi martiale , le chef religieux de TEHERAN TALEGHANI appelle au calme .

La population tient la rue et ne bouge pas

- 16h : KHOMEYNI appelle au non respect de la loi martiale et à la résistance contre la garde impériale .

-16h30 : l'insurrection dresse des barricades dans tous les quartiers de TEHERAN, attaque et prend d'assaut commissariats et gendarmeries, s'empare des armes et disperse les dossiers .

..//..

-soirée : les chefs religieux de la capitale appellent de nouveau au clacalme, mais les insurgés (population + armée de l'air) attaquent la caserne de FARRAHABBAD (où est disposé un important arsenal) .

Le combat (toute la nuit) se termine par la défaite de la garde impériale et la victoire de l'insurrection.

Des armes sont distribuées massivement : aux vieillards comme aux tous jeunes enfants (10 ans)

Dimanche 11 Février : Les casernes tombent les unes après les autres, la marine rejoint le peuple, TEHERAN est insurgée .

-l'après-midi : La population , fortement armée , attaque la caserne de la garde impériale (qui sera prise le lundi à midi au terme de violents affrontements).

-les différents palais, dont celui du gouvernement sont envahis par les insurgés : BAKHTIAR démissionne; le siège du parlement est encerclé : le parlement s'autodissout, les prisonniers politiques de la prison de QARS sont libérés La population s'empare également de HOVEYDA ancien premier ministre, NASSIRI ancien chef de la SAVAK (police politique) et de l'ancien maire de TEHERAN, tous anciens dirigeants sous le régime du CHAH . La radio et la télévision tombent entre les mains des insurgés .

Ainsi après deux journées de combat, de liesse populaire et de fraternisation entre la population et les soldats révoltés, l'insurrection de TEHERAN a abattu la monarchie .

Le peuple iranien, opprimé, surexploité, maintenu dans un état de misère et d'obscurantisme des plus grands par un régime féodal au terme d'une année de luttes, a mis fin à la dictature.

Les répercussions de la chute du CHAH seront mondiales . Le roi du Maroc , par exemple, s'exprime ainsi : " si l'Iran venait à basculer, le processus de destabilisation d'un bout à l'autre du monde irait en s'accélégrant".

Et l'IRAN a basculé . Le roi du Maroc sent la menace qui plane sur son royaume, comme tous les autres oppresseurs, il comprend l'irréversibilité du mouvement des masses exploitées et l'unité mondiale de la lutte des classes .

AUJOURD'HUI : Le peuple iranien révolutionnaire poursuit sa lutte émancipatrice . Il exprime ses aspirations profondes dans des revendications politiques et lutte pour l'épuration totale soit : éliminer tous ceux qui ont contribué par leur direction au fonctionnement de l'appareil politique, économique et militaire du CHAH .

Le peuple iranien veut :

- 1- châtier les généraux ,
- 2- liquider l'armée royale,
- 3- chasser les dirigeants des entreprises .

..//..

Le prolétariat a eu un rôle central dans le combat contre le pouvoir dictatorial. Grèves, comités d'organisation élus, organisation en conseils, occupation des usines et des entreprises, construction de syndicats indépendants signifient que le prolétariat utilise ses propres armes de combat, s'organise indépendamment de tout pouvoir, pour revendiquer et combattre sur la base de ses aspirations et de celles des masses.

Ce qui apparaît aujourd'hui, c'est que les masses ne veulent ni consensus, ni compromis, ni aucune autre forme d'alliance quelle qu'elle soit avec la bourgeoisie ou avec quelque autre forme réactionnaire. Les masses combattent pour la liquidation définitive des instruments de leur propre oppression.

Les masses comprennent que la politique du gouvernement BAZARGAN vise la reconstitution et la reconstruction de l'Etat bourgeois. Ce gouvernement oriente et accentue ses attaques contre les organisations indépendantes, ne répond pas aux aspirations des peuples d'IRAN et cherche à leur confisquer leur révolution.

Contre ce gouvernement, les masses combattent dans tous les secteurs; Partout, c'est la manifestation des travailleurs de leur indépendance vis-à-vis du gouvernement actuel. Ils exigent:

- 1 - le droit de contrôle pour tous les comités élus,
- 2 - l'élection des dirigeants par les travailleurs eux-mêmes et celle des officiers par les sous officiers et les soldats,
- 3- le droit d'expression à la radio et la TV, pas de censure, ni de propagande religieuse,
- 4- remme remettre la terre aux paysans,
- 5- répondre aux questions nationales dont celle du peuple kurde.

Les masses iraniennes veulent imposer leurs volontés. Les revendications qu'elles expriment aujourd'hui, se concentrent autour du mot d'ordre d'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE.

LA CONSTITUANTE AU PEROU : INTERVIEW D'UN DIRIGEANT DU PARTI OUVRIER MARXISTE REVOLUTIONNAIRE (P.O.M.R.)

--oOo--

Q : Tu es militant du POMR - explique nous ce qu'est le POMR

R : le POMR est la section péruvienne du C.O depuis la fin 71 et début 1972 . Il est né d'une scission d'un groupe appelé "vanquardia révolutionnaire" . Avant garde révolutionnaire fondé en 1965 par notre actuel secrétaire général R.NAPURI . C'est un groupe centriste qui cherchait une voie, une issue, pour la classe ouvrière et les masses exploitées au Pérou, avec une politique centriste en prenant un peu au foquisme , un peu au maoïsme et même un peu au trotskysme . A l'intérieur de vanquardia révolutionnaire s'est formé un courant ouvrier qui a participé à la reconstruction de la CGTP en 1968 . Ce courant ouvrier en se développant a posé la question de l'Internationale et a commencé à tisser les liens avec le D.O et qui a abouti en 1971 à une scission où ce courant ouvrier a quitté l'ancienne organisation avec la majorité de la base ouvrière et nous avons adhéré au C.O. pour la reconstruction de la IVe Inter.

Depuis avec l'appui du CO le POMR s'est renforcé comme un parti trotskyste ce qui lui a permis de prendre dans la lutte des classes la place qui est la sienne en ce moment .

Il faut ajouter que le POMR a des dirigeants reconnus par l'ensemble de la classe ouvrière péruvienne, ex: Napuri et Cuentas

Q: POMR parti trotskyste donc qui combat pour la dictature du prolétariat et pour la révolution socialiste, or, les derniers événements ont montré que le POMR a combattu de façon conséquente pour une constituante souveraine. Est-ce qu'il y a une constituante souveraine. Est-ce qu'il y a là d'après toi une centralisation entre ces deux stratégies à savoir constituante souveraine et mots d'ordre démocratiques et le but clairement défini du POMR : la révolution prolétarienne

R: Le Pérou est un pays semi-colonial, cela signifie comme pour le reste de l'Amérique latine de l'Afrique, de l'Asie, la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été accomplie les tâches démocratiques nationales principalement la révolution agraire et l'indépendance nationale restent pendantes. Elles doivent être accomplies dans la voie de la révolution prolétarienne. Comme le dit Trotsky dans la thèse 8 de la révolution permanente: "La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeoise . La révolution démocratique , au cours de son développement se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente " . Comme le dit le programme de transition, on ne peut pas passer à côté des tâches démocratiques mais justement les utiliser comme un levier, un point d'appui pour la révolution réalisation de la révolution prolétarienne.

- (1) Comité d'organisation pour la reconstruction de la.IV.Internationale
- (2) Confédération des travailleurs du Pérou

C'est pour cela que le POMR se bat de la façon la plus conséquente pour les revendications démocratiques parce que principalement la question de l'indépendance nationale et de la révolution agraire sont des questions brûlantes au Pérou, où il y a la moitié de la population est paysanne où la subordination de la bourgeoisie à l'impérialisme qui cause l'arriération du pays, la misère etc... C'est dans ce cadre qu'au moment où s'est ouverte la crise pré révolutionnaire au Pérou c'est-à-dire au moment où le coup d'Etat de Morales Bermudes a renversé Velasco Alvarado pour les masses se pose alors la question d'en finir avec ce gouvernement et de prendre en charge leurs propres tâches, la satisfaction de leurs revendications. La question de la démocratie d'une assemblée constituante souveraine, n'est liée à aucun gouvernement bourgeois élue au suffrage universel de toute la population laborieuse au Pérou y compris les analphabètes qui constituent la majeure partie de la paysannerie était la revendication démocratique la plus haute, la plus centrale qui pourrait regrouper l'ensemble des masses laborieuses contre le gouvernement militaire. C'est pour cela que nous avons entrepris une agitation et une lutte politique pratique pour la constituante souveraine.

Le gouvernement en cherchant une issue à sa forme de domination de classe a essayé différentes méthodes pour changer sa forme de domination de classe. En premier la répression pure et simple, mais la grande résistance et la poussée des masses en 1976 ont cassé ces plans répressifs et la grève générale du 19 Juillet 1977 a vraiment donné le point final à cette offensive. A partir de ce moment ce dernier a cherché d'autres moyens pour changer la forme de domination de classe de la bourgeoisie dont celle de se donner un point d'appui constitutionnel pour pouvoir procéder à ce changement de la forme de domination de classe. Il devenait alors d'autant plus important de démasquer cette tentative de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme n'est pas du tout démocratique et qu'elle ne se sert de ces mots d'ordre que pour tromper les masses.

Nous avons donc commencé à lutter pour une assemblée constituante souveraine et nous avons mené une agitation hardie dans le cadre du FOCEP (Front ouvrier paysan, étudiant et populaire)

Q: Avant de parler pratiquement de notre combat tu as dit que la bourgeoisie péruvienne qui est celle d'un pays semi-colonial ne peut pas aller jusqu'au bout les tâches démocratiques, mais est-ce qu'il ne te semble pas que certaines fractions de la bourgeoisie péruvienne peuvent reprendre à leur compte ces mots d'ordre et sous cette forme là, dévoyer le mouvement des masses qui est entrainé de se diriger contre le gouvernement, ce que l'APRA pourrait tenter de faire.

R: D'abord: la bourgeoisie ne peut aller jusqu'au bout des tâches démocratiques. La bourgeoisie au Pérou étant donné son caractère subordonné à l'impérialisme qui prend l'ensemble des richesses du pays, la bourgeoisie peut s'opposer à un moment ou à un autre à certains intérêts impérialistes comme cela a été fait au Pérou comme l'explique Trotsky relativement à la révolution chinoise de 1925-27 "Chang Kai Tchek ne luttait pas directement contre l'impérialisme mais contre certains secteurs impérialistes afin de mieux composer avec d'autres. Etant donné que c'est l'impérialisme qui lui donne son poids social dans la société considérée il ne peut pas rompre avec lui c'est-à-dire réaliser l'indépendance nationale, pas plus que la révolution agraire."

Par certains intérêts particuliers la bourgeoisie d'un pays semi-colonial peut s'opposer à certaines fractions de l'impérialisme et tenter ainsi de chevaucher le mouvement des masses .

Eh ce qui concerne le Pérou étant donné que le prolétariat a refusé le gouvernement bourgeois de Velasco qui pourtant avait fait croire qu'il tentait de réaliser la réforme agraire et qui avait nationalisé un certain nombre d'entreprises. Seule la maintenance de l'indépendance politique de classe du prolétariat a permis à ce dernier de résister aux tentatives d'intégration des syndicats et organisations ouvrières à l'appareil d'Etat bourgeois de Velasco Alvarado

Par ailleurs , la lutte de classe en se développant interdit à la bourgeoisie de prendre des positions anti-impérialiste, car les questions deviennent brûlantes et que l'exacerbation de la lutte des classes conduit en fait qu'à mesure que la bourgeoisie tente de se rapprocher des tâches démocratiques, elle s'en éloigne inexorablement car sa domination de classe dans son ensemble est compromise . On peut dire clairement aujourd'hui qu'il n'y a pas de fractions de la bourgeoisie qui mènent une campagne pour la démocratie d'une façon conséquente, même si elles le proclament dans les mots;

De toute façon aujourd'hui , la bourgeoisie ne mobilise pas de larges secteurs du prolétariat et de la paysannerie .

Q: Moralés a mis en place une constituante "octroyée" qui n'est pas une constituante souveraine. Comment cela se fait-il que vous ayez participé au combat électoral du moins pour cette assemblée et est-ce que vous ne risquez pas de désorienter les masses et de leur donner des illusions sur cette constituante ?

R: La grève de juillet 1977 a été le point le plus haut atteint par les masses dans la lutte revendicative. A ce moment là; il fallait lutter pour ouvrir une perspective politique globale aux masses pour pouvoir les opposer directement aux plans de la bourgeoisie. Trotsky écrivait que sur la base du mot d'ordre de la constituante souveraine, le prolétariat est capable de soulever l'ensemble des paysans et opposer les ouvriers à la bourgeoisie nationale . Afin de ne pas laisser le terrain libre à la bourgeoisie nationale nous avons décidé de participer aux élections pour que, en soulevant la question de la souveraineté de l'assemblée et de la démocratie pour le peuple, prendre un point d'appui pour les ouvriers et les paysans contre la bourgeoisie nationale.

En dépit de son caractère anti-démocratique et octroyée, nous avons tenu à y participer en emphyant ce cadre pour faire avancer le mouvement des masse. Il est vrai qu'il y avait des dangers dans cette participation mais il fallait analyser les rapports entre les classes et voir dans quelle mesure nous pouvions ouvrir une perspective politique globale . Le problème du boycott s'est posé tout au long la campagne électorale et surtout pendant les grèves de Mai 78 où une riposte ouvrière de grande ampleur a eu lieu sans l'intervention des organisations syndicales ou politiques .

Le résultat des élections a exprimé une grande poussée des masses Les organisations ouvrières et anti-impérialistes ont totalisé en environ 30% des voix en dépit de la non participation de 3millions de paysans aux élections, pour cause d'analphabétisme. Le FOCEP quant à lui en a obtenu 12% .

Q : Veux-tu nous dire ce qu'est le FOCEP ?

FOCEP est le

R : On le considère comme un premier pas dans la voie du Front Unique anti-impérialiste. Il est composé du POMR, du PRT (parti révolutionnaire des travailleurs) dirigé par Ugo Blanco, lié à la majorité du secrétariat unifié de la IVe internationale ; PST (parti socialiste des travailleurs) dirigé par Moreno et lié à la minorité du secrétariat unifié et par certaines personnalités indépendantes qui se rangent du côté de la classe ouvrière. Le principe du FOCEP est le suivant : marchons séparément, frappons ensemble, c'est-à-dire d'accord sur des points précis de revendications, liberté d'agitation complète sur son programme pour chaque parti. Si ce front a pris un caractère de front unique c'est sur la base de l'indépendance de classe du prolétariat. C'est sur la base du combat pour une constituante souveraine (rupture avec la bourgeoisie) qu'il apparaît comme un front de l'unité. Nous nous étions battus pour une liste unique de tous les partis ouvriers et de ceux qui se réclament de l'anti-impérialisme pour faire face à la bourgeoisie comme un seul bloc. C'est parce que le PCP (parti communiste péruvien) lié à la bureaucratie du Kremlin n'a pas voulu cet accord ou plutôt a cherché un accord avec des partis nationalistes bourgeois que ce front unique n'a pas pu se réaliser.

Nous disons que la responsabilité principale en incombe au P.C.P.

Le problème s'est posé de la façon suivante : l'assemblée constituante anti-démocratique, truquée et octroyée était quand même élue en dépit de la volonté des masses qui avait lutté pour une issue indépendante. Que faisons nous pour continuer le combat dans l'assemblée constituante souveraine d'assemblée élue le 18 Juin n'avait pour mission que d'élaborer une constitution et aucun autre pouvoir, qu'il soit législatif ou exécutif. C'est un organe sans pouvoir. Nous nous étions dit : comment faire avancer dans la compréhension des masses que cette constituante ne peut rien résoudre. Il faut démontrer dans les faits et non dans les mots que cette constituante est une constituante truquée et frauduleuse qui n'est même pas un parlement. Se limiter à en faire une tribune de propagande et d'agitation pour le socialisme, c'est se placer dans le cadre du gouvernement. C'est pourquoi nous avons proposé une motion qui demande que l'assemblée élue chasse le gouvernement militaire et prenne tout le pouvoir pour elle pour réaliser un plan économique d'urgence qui comprend l'expulsion de l'impérialisme, la réforme agraire : terre aux paysans, augmentations des salaires, réintégrations des travailleurs licenciés, libertés démocratiques les plus larges etc...

Q : Cependant comme les partis bourgeois se trouvaient être majoritaires dans cette assemblée est ce que le fait de réclamer des pouvoirs législatifs et exécutifs pour la constituante n'était pas remettre le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie comme le prétendait le PCP et à sa suite les maoïstes ?

R : Nous avons alors expliqué la chose suivante ; Pour les masses cette constituante apparaît comme un organe qui peut avoir un certain pouvoir. Ce qu'il faut, c'est en partant du moment actuel de la lutte des masses et de leurs aspirations, casser ces illusions en partant d'une lutte concrète, nous avons dit qu'il était temps de poser l'ensemble de ces problèmes.

Si nous ne les posions pas nous aurions fermé aux masses la voie pour aboutir ; Nous pourrions affirmer avec assurance à la suite de Trotsky qu'il n'y aura pas d'étape démocratique de la révolution dans les pays arriérés, ceci ne nous interdit pas, cependant de lutter pour la démocratie et de faire avancer la conscience de classe du prolétariat dans ce sens. Voilà pourquoi nous avons posé la question des revendications démocratiques dans l'assemblée constituante. Penser que les partis bourgeois majoritaires voulaient prendre le pouvoir, c'est croire qu'ils voulaient chasser le gouvernement militaire et qu'ils étaient pour la démocratie. Ils ont montré qu'ils ne voulaient pas en finir avec le gouvernement militaire .

Q: Après ces élections et la bataille pour une constituante souveraine et les revendications démocratiques, comment s'est développé le mouvement des masses ?

R: Il est significatif que les partis bourgeois ont refusé même de discuter la motion que nous avons présenté dite "motion rouge" ou "motion révolutionnaire". Ils ont ainsi permis de dévoiler aux yeux des masses le caractère octroyé de cette constituante .

Le programme de la IVe internationale rédigé par Trotsky en 1938 précise ce qui suit: " A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir . Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère de la politique du parti prolétarien . Tôt ou tard les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise . Eux seuls sont capable de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste."

Nous avons utilisé cette méthode, à savoir à cette étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de démocratie révolutionnaire et compte tenu que l'assemblée constituante refusait de prendre le pouvoir, sous la houlette des partis bourgeois, les masses devaient centraliser leurs activités politiques et revendicatives et décider par elles-mêmes ; c'est la signification du combat que nous avons mené et menons encore pour les assemblées populaires dans tout le pays et leur centralisation qui permettra de former un exécutif ouvrier.